

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 92 – Février 2026

Sommaire

Focus | Première au Brésil, l'Etat de São Paulo expérimente le « dialogue compétitif » pour attirer les acteurs étrangers de référence en matière de transport urbain

Amazonie & Biomes

- L'autorité environnementale (IBAMA) sanctionne Petrobras d'une amende de **2,5 M BRL (410 000 EUR)** suite à une fuite de forage dans le bassin Foz do Amazonas

Eau, Assainissement, Déchets

- Record pour la compagnie des eaux de l'Etat de Sao Paulo (**SABESP**), qui a **doublé ses investissements** à 15,2 Md BRL (2,5 Md EUR) en 2025, représente 50% des investissements d'assainissements au Brésil, et s'intéresse à la **privatisation de la compagnie des eaux du Minas Gerais**

Energie et mines

- **ENGIE** inaugure Assú Sol, **plus important complexe photovoltaïque du Groupe** au niveau mondial
- Une **croissance** à deux chiffres pour le **secteur minier brésilien** en 2025

Environnement & Climat

- **15 assureurs mondiaux** assurent 278 km² de **terres agricoles issues de déforestation illégale** au Brésil
- Au Brésil, les **catastrophes climatiques** ont coûté **28 Md BRL (4,6 Md EUR)** en 2025
- Le gouvernement brésilien publie la **Stratégie Nationale d'Adaptation** de son Plan Climat

Infrastructures & Transports

- Mesures brésiliennes **antidumping** contre les importations chinoises d'**aciers prélaqués** : les secteurs de l'**automobile** et de la **construction** concernés

Suivi des alertes de déforestation

FOCUS

Première au Brésil, l'Etat de São Paulo expérimente le « dialogue compétitif » pour attirer les acteurs étrangers de référence en matière de transport urbain

Un nouveau modèle de passation de marché, utilisé pour la première fois au Brésil pour le projet de train Intercités São-Paulo – Sorocaba

La Companhia Paulista de Parcerias (CPP), organisme public rattaché au **Secrétariat des Partenariats en Investissements de l'Etat de São Paulo**¹, lance un nouveau modèle de passation de marché - le « dialogue compétitif » - mis en place sur les appels d'offres de transport urbain de la métropole. L'objectif est d'améliorer la **qualité des offres** sur les projets d'infrastructures, en s'alignant sur les pratiques internationales afin **d'attirer sur ce marché des entreprises étrangères de référence**. Cet effort s'inscrit dans le cadre plus large du programme de concessions et de PPP dans l'Etat de São Paulo, qui a attiré **370 Md BRL (60,3Md EUR)** d'investissements depuis 2023 à travers 14 enchères, selon les données de l'administration publique.

Le « dialogue compétitif » est une phase de « pré-sélection » permise par la **loi fédérale sur les marchés publics** (Loi n°14.133/2021). **Cette disposition réservée aux projets les plus complexes, n'avait pas encore été testée au Brésil**. Sa mise en œuvre dans l'Etat de Sao Paulo dans le transport ferroviaire urbain, est donc une **première au Brésil**, et s'appliquera aux prochains appels d'offres de ligne de métro et trains intercités. Elle permet à l'administration d'échanger avec des candidats présélectionnés qui chacun proposent un « avant-projet de base » (offre technique et financière, design de la ligne). Lors de ce « dialogue », l'Etat de Sao Paulo s'appuie sur l'expertise des candidats pour structurer son cahier des charges. **L'attributaire**, choisi ensuite sur la base de la meilleure proposition technique et économique, **rembourse les frais d'avant-projet des candidats non retenus**, comme cela se pratique sur des **contrats de concessions et PPP au Canada et en Australie**.

Le recours au « dialogue compétitif » pourrait toutefois porter le délai moyen de l'appel d'offres à **30 mois**, contre **18 mois** avec le modèle classique d'enchères. L'Etat de São Paulo souligne que ce dispositif est **complémentaire**, car appliqué aux projets complexes, et que cet allongement de la procédure ouvre à plus de prévisibilité et à un service public de meilleure qualité.

Ce « dialogue compétitif » sera mis en place pour la première fois pour le projet de train intercités (TIC) Sao-Paulo - Sorocoba.

Un alignement sur les standards internationaux afin d'attirer les meilleurs acteurs étrangers

Le dialogue compétitif **s'aligne ainsi sur les pratiques internationales du secteur et les bonnes pratiques de l'OCDE**. Le dispositif de l'Etat de Sao Paulo s'appuie ainsi sur quatre étapes : (i) **avis de pré-sélection**, (ii) **dialogues techniques**, (iii) **phase compétitive (appel**

¹ La **Companhia Paulista de Parcerias (CPP)**, rattachée au **Secrétariat des Partenariats en investissements (SPI)** est une société par actions à capital fermé, contrôlée par l'Etat de Sao Paulo, dont l'activité est centrée sur la structuration de projets de partenariats public-privé (PPP) et de concessions.

d'offres) et (iv) **contractualisation** (attribution finale). A l'issue du dialogue compétitif, l'ARTESP, régulateur des transports publics de l'Etat de São Paulo, est en charge de contractualiser avec l'attributaire choisi.

Ce modèle devrait être appliqué pour des projets ferroviaires à fort CAPEX² (en milliards de réais), et dont les investissements totaux dépassent les **14 Md BRL (2,2 Md EUR)**. Plusieurs projets sont déjà pressentis : le **Train Intercités (TIC) Sao Paulo-Sorocoba**, les **lignes 10, 14 et 16 du métro de Sao Paulo**. L'Etat de São Paulo prévoit de publier le **premier avis de marché basé sur le dialogue compétitif** durant ce premier semestre 2026, pour le **projet TIC Sorocoba**, pour une signature de contrat fin 2027.

En **réduisant les coûts et les risques, et en améliorant la prise en compte de critères qualitatifs liés à l'exécution des projets**, le dialogue compétitif est un outil qui vise à **rendre le marché brésilien plus attractif** pour les investisseurs étrangers. Lors d'une présentation à la **Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Brésilienne (CCIFB)** la Companhia Paulista de Parcerias (CPP) a encouragé les entreprises françaises à **faire part de leurs contributions** afin de contribuer à la définition des critères et du dispositif. Les acteurs français ont, à cette occasion, exprimé leur enthousiasme quant à la mise en œuvre de cette nouvelle procédure perçue comme une évolution significative dans le secteur du transport urbain au Brésil. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

² Dépenses d'investissement de capital. Les dépenses effectuées par une société se rattachant à ses investissements matériels.

Amazonie & Biomes

L'autorité environnementale (IBAMA) sanctionne Petrobras d'une amende de 2,5 M BRL (410 000 EUR) suite à une fuite de forage dans le bassin Foz do Amazonas

Un incident de fuite de liquide de forage a eu lieu lors d'opérations de forage en eaux profondes menées par Petrobras début janvier 2026, dans l'Amapá, **dans le bassin de Foz do Amazonas, à 170km au large de la ville d'Oiapoque, ville frontière avec la Guyane**. La fuite de liquide de forage sur le puits Morpho a libéré **14,95m³ de fluide en mer** avant d'être maîtrisée. Les opérations étaient menées à 2700 m de profondeur. Petrobras affirme que le fluide relâché est sans danger, tandis que l'agence environnementale brésilienne (IBAMA) indique que le fluide contient des composants classés « risque moyen pour la santé humaine et pour l'écosystème aquatique ». Par mesure de précaution, les forages ont été **interrompus pendant une quinzaine de jours** afin d'évaluer les réparations nécessaires et de renforcer la sécurité du puits. La reprise des activités, qui a été autorisée par l'Agence Nationale du Pétrole (ANP), est conditionnée **au respect de mesures imposées par l'IBAMA**.

L'exploration de ce champ avait été autorisée en octobre dernier, après 2 ans de procédures qui avaient généré des tensions au sein de l'exécutif ainsi qu'une pression importante de la société civile. Cette exploration pétrolière représente un **enjeu économique** pour la région de l'Amapá, voisine de la Guyane. **Ces activités d'exploration pétrolière** sont soutenues par les autorités politiques régionales depuis plus de 10 ans, avec la perspective d'importantes recettes pour la région. Le Ministère des Mines et de l'Energie soutient fortement l'exploration pétrolière dans cette région, qui promet d'être le **nouveau champ « pré-sel » du pays, sans lequel - selon le Ministère - le Brésil dépendrait du pétrole étranger à partir de 2030**. Le président de l'IBAMA a rappelé que bien que le forage s'effectue en pleine mer, l'embouchure de l'Amazone reste d'une part, sensible en raison de la présence de **réécifs coralliens** et de **mangroves**, et d'autre part l'une des zones de pêche les plus productives du pays, moteur de l'économie locale. 14 000 pêcheurs produisent en effet plus de 37 000 tonnes de poisson par an dans la région de l'embouchure, avec plusieurs milliards de Réais (centaines de M EUR) d'exportations générés par cette activité. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Annexe : Localisation des aires d'exploration pétrolière par Petrobras (Source : Globo)³



³ Source : [Entenda o que é a Foz do Amazonas e o que especialistas apontam estar em risco | G1](#)

Eau, Assainissement, Déchets

Record pour la compagnie des eaux de l'Etat de Sao Paulo (SABESP), qui a doublé ses investissements à 15,2 Md BRL (2,5 Md EUR) en 2025, représente 50% des investissements d'assainissements au Brésil, et s'intéresse à la privatisation de la compagnie des eaux du Minas Gerais

En 2025, les investissements de la Sabesp⁴ ont **augmenté de 120% en 2025** par rapport à l'année précédente, atteignant **15,2 Md BRL (2,5Md EUR)**. La compagnie, privatisée en 2024, affirme avoir atteint **130% à 150% de ses objectifs** pour les trois services (accès à l'eau, collecte des eaux usées, traitement des eaux usées), notamment par le **raccordement au réseau de 664 000 biens immobiliers, de 781 500 à la collecte des eaux usées (l'évacuation), et l'extension à 1,37 M de foyers du traitement des eaux usées (l'épuration)**. La société a également livré **16 stations de traitement des eaux usées et près de 800 km de grandes canalisations**. Le volume d'investissements devrait continuer de croître en 2026. Il est prévu que **4,1 M de raccords soient réalisés d'ici la fin de 2026, dont 2,8 M sont déjà réalisés**. Le président de la Sabesp, Carlos Piani, estime qu'avant sa privatisation, la compagnie représentait 30% des investissements d'assainissement au Brésil, contre **50% aujourd'hui**. Afin d'anticiper les prochaines phases du contrat de concession post-privatisation, l'entreprise doit remettre d'ici mi-2026 un **recensement des municipalités à desservir** à l'agence de régulation de l'Etat (Arsesp).

La Sabesp souhaite également étendre son champ d'action au-delà de l'Etat de Sao Paulo, et s'intéresse au **processus de privatisation de la Compagnie d'Assainissement du Minas Gerais (Copasa), qui dessert près de 12 millions d'habitants répartis sur 640 communes**. La Copasa finalise le schéma de l'appel d'offre qui aboutira à sa privatisation, celui-ci étant attendu **courant mars**. Le gouvernement du Minas Gerais devrait finaliser les règles de privatisation pour lever au moins **10Md BRL (1,65Md EUR)**. Dans le modèle en discussion, le gouvernement du Minas Gerais cèderait **30% de sa participation à un investisseur de référence et 15% supplémentaires lors d'une opération de mise sur le marché**. A l'inverse de la privatisation de la Sabesp, où le prix de cession avait été prédéterminé avec un acquéreur unique (Equatorial), le modèle Copasa prévoit que l'investisseur de référence s'aligne sur le prix de la mise sur le marché si celui-ci est plus élevé, ou compense la différence si le prix du marché est en dessous, sous peine d'être écarté au profit d'une dilution du capital (corporation).

Il est prévu que les ressources dégagées par la privatisation soient utilisées pour **amortir la dette de l'Etat du Minas Gerais auprès de l'Union fédérale**, ou pour remplir d'autres obligations de l'accord du Programme de paiement intégral des dettes des Etats (Propag). Une partie des ressources devra également être affectée à un fonds pour l'assainissement de base. Parmi les 640 municipalités desservies par la Copasa, près de la moitié ne disposent pas de **collecte ou traitement des eaux usées**, ce qui justifie des **investissements conséquents** (env. 17 Md BRL prévus, soit **2,8 Md€**) pour universaliser l'accès à l'assainissement et améliorer la qualité des services. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

⁴ La Sabesp (Société d'assainissement de l'Etat de São Paulo) figure parmi les plus grandes entreprises d'assainissement au monde en termes de chiffre d'affaires et de population desservie, avec **28 M de clients pour l'eau et 24,7 M pour l'assainissement**. Elle est responsable de l'approvisionnement en eau, ainsi que de la collecte et du traitement des eaux usées de **375 municipalités** de l'Etat de Sao Paulo et affirme raccorder en moyenne 2 400 foyers par jour aux infrastructures, avec un total de **1 100 chantiers en cours**. Son objectif est celui **d'universaliser les services d'eau et d'assainissement dans l'Etat de Sao Paulo d'ici 2029**. Privatisée en 2024, elle a pour actionnaire de référence le groupe Equatorial (15% des actions pour 6,9Md BRL / 1,14Md EUR).

Energie & Mines

ENGIE inaugure Assú Sol, plus important complexe photovoltaïque du Groupe au niveau mondial

Le 13 février 2026, à Assú (Etat du Rio Grande do Norte), Engie Brasil a mis en exploitation commerciale complète le complexe photovoltaïque Assú Sol, désormais plus importante infrastructure de production d'énergie solaire du groupe au niveau mondial.

Représentant un investissement de 3,3 Md BRL (545,5 M EUR), le parc solaire Assú Sol affiche une capacité installée de 753 MW (NDLR : équivalent à la moitié d'un réacteur nucléaire EPR). Cette installation vient renforcer la contribution du groupe à la diversification du mix énergétique brésilien, sa capacité commerciale pouvant répondre à la demande électrique d'une ville d'environ **850 000 habitants**. Assú Sol, qui s'étend sur 2 344 ha (7 fois Central Park), contribuait déjà significativement, avant même sa mise en exploitation complète, à la production d'énergie solaire d'Engie Brasil, le complexe représentant 50 % de la production du groupe au Brésil.

La réalisation du projet a intégré plusieurs **innovations technologiques notables**, telles que la cartographie aérienne par drones et l'usage pionnier au Brésil d'un enfonce-pieux automatique dédié à la construction de centrales photovoltaïques.

Achevé en décembre 2025 après 30 mois de chantier, le projet aurait généré 4 500 emplois directs et 50 M BRL (8,21 M EUR) d'investissements dans des initiatives socio-environnementales au long de la phase de construction.

Toutefois, **la centrale risque d'être confrontée, comme l'ensemble du secteur, à la contrainte des écrêtements ou « curtailment »**, à travers laquelle – du fait de l'excès d'offre électrique face à la demande en journée – l'opérateur national du réseau (ONS) procède à des réductions forcées de production d'électricité, générant des pertes importantes pour les énergéticiens. Parmi les pistes étudiées par Engie pour **compenser ces pertes** se trouve le **stockage par batteries ou l'installation de sites de minage de bitcoin**. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Une croissance à deux chiffres pour le secteur minier brésilien en 2025

Selon le rapport 2025 de l'IBRAM⁵, le secteur minier brésilien a confirmé sa place stratégique dans l'économie du pays, avec une croissance significative de ses revenus : le chiffre d'affaires total du secteur a atteint près de **298,8 Md BRL (49.2 Md EUR) en 2025, soit une augmentation d'environ 10,3 % par rapport à 2024**, renforçant son rôle moteur dans la balance commerciale nationale.

Cette performance s'explique notamment par une **hausse des exportations de minerais** : près de **431 M de tonnes de produits minéraux** ont été exportés contribuant largement à l'excédent commercial brésilien.

Le **minerai de fer**, bien qu'ayant légèrement vu son revenu diminuer en valeur, **demeure le principal produit exporté**, représentant **plus de 62 % de la valeur totale des exportations minérales**, confirmant la dominance de cette ressource sur les marchés internationaux. Parallèlement, d'autres minerais ont enregistré une croissance importante : les exportations de **cuivre** ont augmenté de 14,6% en volume, renforçant leur contribution aux recettes, tandis que **l'or** a connu une croissance remarquable en valeur. Des expansions très fortes ont aussi été constatées pour d'autres minerais : les **exportations de**

⁵ Instituto Brasileiro de Mineração (IBRAM)

manganèse ont plus que **doublé en volume**, celles de **niobium** ont crû de **près de 24 %**. Le rapport met aussi en lumière l'importance croissante des minerais dits critiques et stratégiques, comme le lithium, le nickel et les terres rares.

Au-delà des exportations, **les recettes fiscales liées au secteur minier ont progressé d'environ 10 %**, atteignant **103 Md BRL (16,9 Md EUR)** tandis que l'emploi formel dans l'extraction a continué d'augmenter, reflétant l'impact du dynamisme du secteur sur l'économie intérieure. Les perspectives d'investissement restent élevées, avec des projets estimés à près de **76,9 Md USD (66 Md EUR)** sur la période 2026-2030, destinés à renforcer les capacités d'extraction, les infrastructures et la transformation de ressources minières.

Selon les dirigeants de l'IBRAM, cette trajectoire positive souligne **une adaptation du secteur aux conditions mondiales**, mais appelle aussi à des politiques publiques favorables pour maintenir la compétitivité face aux défis logistiques, réglementaires et environnementaux. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Environnement & Climat

15 assureurs mondiaux assurent 278km² de terres agricoles issues de déforestation illégale au Brésil

Une enquête de *Nikkei Asia* a révélé l'émission, par **quinze organismes assureurs internationaux**, de contrats de couverture de récoltes sur des **parcelles frappées d'embargo depuis 2016 pour déforestation illégale**. L'enquête identifie **254 polices** d'assurance couvrant **278 km²** de zones forestières illicitement converties en terres arables. Parmi ces polices, l'enquête révèle que **158** d'entre elles ont été émises postérieurement aux sanctions administratives concernant ces propriétés rurales. **Brasilseg**, la branche assurance de Banco do Brasil représente le plus grand nombre de ces polices (89), mais des **assureurs étrangers** - européens et japonais - sont également impliqués : **ESSOR avec 23 polices, filiale brésilienne du groupe français SCOR**, Tokio Marine Holding avec 16 polices, Allianz avec 11 polices et Sompo Holdings avec 5 polices. Ces contrats couvrant les pertes de récoltes dues aux aléas climatiques, ont été identifiés par recoupement des registres du ministère de l'agriculture et des zones sous embargo de l'Ibama. De plus ces polices d'assurances bénéficient **des subventions publiques aux assureurs** afin d'encourager la couverture des récoltes. Et l'assurance agricole est aussi une condition impérative pour l'obtention de crédits bancaires par les exploitants agricoles au Brésil. Les autorités environnementales brésiliennes ont de leur côté annoncé vouloir renforcer le cadre normatif applicable aux assureurs afin de renforcer l'alignement du secteur financier sur les objectifs climatiques de 2030. Plusieurs des assureurs impliqués – Tokio Marine, Sompo, Brasilseg et Allianz – ont réagi en invoquant l'absence d'informations disponibles au moment de la souscription et mettant en avant leurs processus de conformité et leurs efforts d'amélioration des vérifications. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Au Brésil, les catastrophes climatiques ont coûté 28Md BRL (4,6Md EUR) en 2025

Une étude de la société de courtage et de conseil en risques Aon estime les pertes liées aux catastrophes climatiques au Brésil à hauteur de **28,4 Md BRL (4,6 Md EUR) en 2025**. Les **sécheresses** sont responsables de **88% des pertes (4,1 Md €)**, touchant principalement les régions Centre-ouest et Sud-Est. Les secteurs de l'agro-business, de la production d'énergie et de l'approvisionnement en eau sont les plus touchés. Les sécheresses saisonnières ont causé d'importantes pertes agricoles, notamment pour l'industrie du café. Le Brésil a ainsi subi **726 Md BRL (119 Md EUR) de pertes liées à la sécheresse durant les 30 dernières**

années. En parallèle, la région amazonienne fait face à l'une des sécheresses les plus intenses et prolongées jamais enregistrées. Les **tempêtes** ont généré **11% du total des pertes enregistrées (540 M €)**, causant des dommages aux habitations, aux commerces et aux infrastructures, principalement dans les régions du Sud-Est et du Sud. Dans un même temps, la contribution des centrales hydroélectriques à la production nationale d'électricité a enregistré la deuxième plus faible valeur de la série historique en août 2025, avec 48%, contre une moyenne de 66%⁶.

Ces pertes sont de moitié inférieure à celles de 2024, de 62,8 Md BRL (10,3 Md EUR), où les inondations dans le Rio Grande do Sul avaient coûté 5 Md USD (4,31 Md EUR). Le Brésil, connaît en effet de façon récurrente des événements climatiques extrêmes, qui touchent notamment les infrastructures urbaines et le secteur agricole. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Le gouvernement brésilien publie la Stratégie Nationale d'Adaptation de son Plan Climat

Le « Plan Climat » brésilien adopté en décembre 2025⁷ évaluait l'impact national du changement climatique au cours de la dernière décennie (2015-2024): **84,5% des municipalités brésiliennes touchées, 455,5 Md BRL (74,5 Md EUR) de pertes et de dommages matériels** (publics et privés), **1,7 M de logements endommagés**, 324,6 M de personnes affectées dont **113,4 M de manière directe**. Le **coût de l'inaction** estimé pourrait entraîner une perte de **17,1 Md BRL (2,8 Md EUR)** du PIB d'ici 2050 et la **perte d'environ 4,4 M d'emplois**.

Pour répondre à ces défis le « Plan Climat » comprend deux stratégies - une **Stratégie Nationale d'Atténuation**, dont la version finale n'est pas encore disponible - et la **Stratégie Nationale d'Adaptation**, publiée mi-février 2026.

La nouvelle **Stratégie d'Adaptation Climatique** brésilienne se décompose en 9 objectifs et 12 cibles au plan national, ainsi que 51 objectifs et 312 cibles sectoriels et thématiques déclinés en **810 actions**. Cette stratégie est structurée en **16 plans sectoriels** et thématiques. Ci-après quelques points-clés.

Infrastructures et énergie: avec intégration des risques climatiques dans les investissements publics et privés, en visant que **la totalité des investissements fédéraux en infrastructures intègrent les risques climatiques**. L'objectif est de **réduire de 30%** les interruptions de service dans les transports liés aux événements extrêmes. Le plan vise également d'ici 2035 que **100% de la planification énergétique** prenne en compte les risques climatiques.

Sécurité des populations: l'axe prioritaire des travaux de prévention des catastrophes, vise à protéger d'ici 2035 au moins **4 millions de personnes exposées aux catastrophes naturelles**. En parallèle, tous les secrétariats de santé des Etats et municipalités prioritaires devront **adapter le SUS (Système unique de Santé) au changement climatique**. **L'éradication de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle** fait également partie des

⁶ Cette baisse est attribuable à la fois à une baisse de capacité de génération et au développement des autres énergies renouvelables.

⁷ Piloté par les **ministères de l'Environnement et du Changement Climatique (MMA)** et de **la Science, de la Technologie et de l'Innovation (MCTI)**, le Plan Climat établit les **directives, objectifs et actions** visant à **réduire les vulnérabilités** et renforcer **la capacité de réponse du pays** face au changement climatique. Il constitue la mise en œuvre opérationnelle de l'objectif climatique du pays pris conformément aux Accords de Paris (NDC), de réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre de **59% à 67% d'ici 2035**, par rapport aux niveaux de 2005. Cet objectif correspond à une réduction **plancher de 850 millions de tonnes de carbone équivalent (MtCO_{2e})** avec un **plafond à 1,05 milliard de tonnes de CO_{2e}**. Le plan -qui n'a pas force de loi - est disponible [ici](#).

objectifs, et il est prévu l'adoption de **systèmes de production agricole diversifiés, durables et résilients** sur **72,68 millions d'hectares** d'ici 2030.

Conservation des écosystèmes marins et terrestres : pour porter à **30% l'étendue des aires marines protégées** d'ici 2030, et connecter **30% du territoire national par des corridors écologiques** entre aires protégées, en priorité dans les zones à haut risque climatique ou servant de refuges climatiques.

Planification locale : des plans d'adaptation seront mis en place pour **chaque Etat et pour 35% des municipalités** . La stratégie prévoit également **180 000 hectares supplémentaires de végétation urbaine** , et vise à limiter à **7,5% le nombre de communautés en précarité hydrique** .

Financement: la **Stratégie n'est pas encore chiffrée ni détaillée** . Elle identifie des possibilités de financement provenant du budget public et de fonds spécifiques, mais, pour de nombreuses actions, aucune ressource spécifique n'a encore été fléchée. **Le coût total de mise en œuvre de cette Stratégie n'est par ailleurs pas défini** . (Articles [ici](#) , [ici](#) , [ici](#) et [ici](#))

Infrastructures & Transport

Mesures brésiliennes antidumping contre les importations chinoises d'aciers prélaqués : les secteurs de l'automobile et de la construction concernés

Plusieurs mesures **antidumping sur les importations d'aciers pré-laqués** en provenance de **Chine** et **d'Inde** ont été publiées au Journal officiel le 18 février dernier. Ces nouvelles protections s'ajoutent aux **54 autres mesures de défense commerciale** déjà adoptées par le Brésil à l'encontre de la Chine.

La **Chambre du Commerce Extérieur** (Gecex) a appliqué ces droits antidumping sur 3 types d'importations de Chine **en USD** : les **aiguilles hypodermiques** (de 0,23 USD à 25,57 USD par millier d'unités), les **produits laminés plats en acier au carbone⁸** (entre 322,93 USD à 670,02 USD par tonne) et les **aciers laminés plats⁹** (entre 284,98 USD et 709,63 USD par tonne). Ces mesures douanières sont valables pour cinq ans. Parmi les secteurs concernés figurent la **construction civile, l'agriculture, l'électroménager et l'automobile (carrosseries de bus et de camion notamment)** .

Le **Ministère du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services MDIC** avait identifié des **pratiques de concurrence déloyale (dumping) chinoise** suite à des plaintes d' **ArcelorMittal S.A.** , de **Companhia Siderurgica Nacional (CSN)** et d' **Usinas Siderurgicas de Minas Gerais S.A.** (Usiminas). Dans ces trois cas, qui faisaient l'objet d'enquêtes depuis 2024, le Panel de défense commerciale du MDIC « a constaté que les importations en provenance des pays visés par l'enquête à des prix de dumping ont contribué de manière significative au préjudice subi par l'industrie nationale. » Le MDIC mène actuellement **23 autres enquêtes** sur des cas potentiels de dumping chinois. (Articles [ici](#) , [ici](#) , [ici](#) et [ici](#))

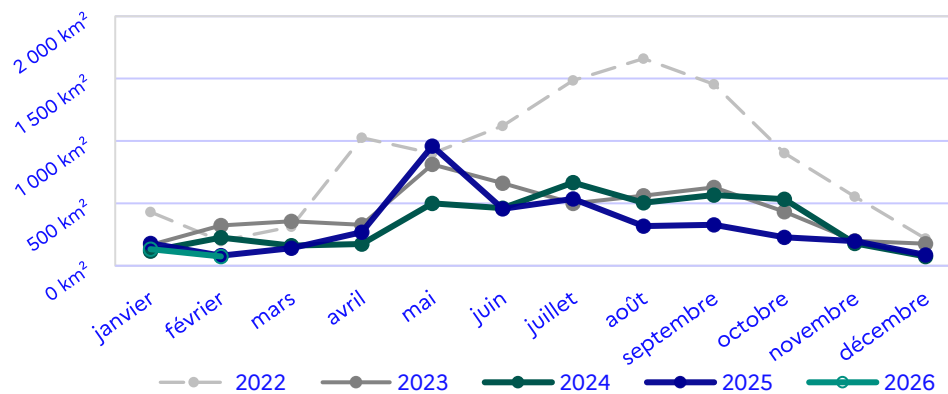
⁸ Alliés ou non, sous forme de tôles (non enroulées) ou de bobines (rouleaux), de toute largeur ou épaisseur, laminés à froid)

⁹ Alliés ou non, galvanisés électrolytiquement ou par un autre procédé (sauf ondulés), ou revêtus d'aluminium (qu'ils soient purs, alliés aluminium-zinc ou alliés à d'autres métaux), sous forme de rouleaux ou non.

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2026

Période du 1^{er} janvier
au 27 février

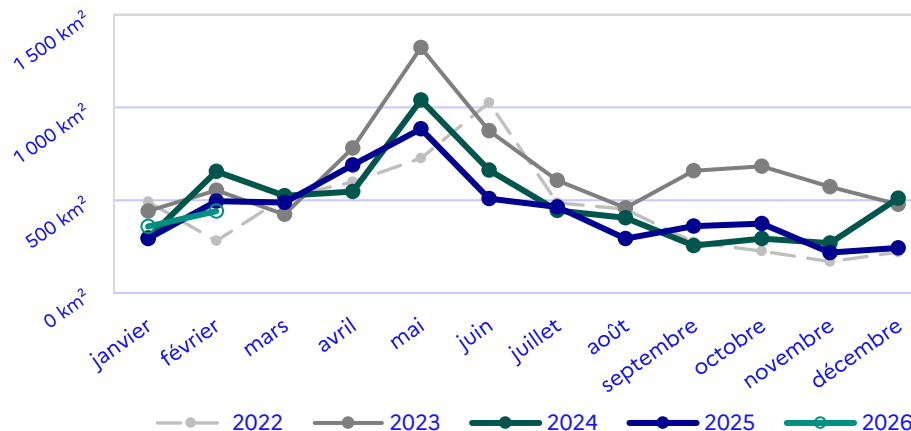
208 km²

-20% Par rapport à 2025

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2026

Période du 1^{er} janvier
au 27 février

799 km²

+2% Par rapport à 2025

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, Chef du Service économique régional de Brasília

Rédaction : Ludovic DOYENNETTE, Alexandre LAURENT, Nathalie LE PENNEC, Inès GIRARD, Amandine DUJARDIN.

Abonnez-vous : nathalie.lepennec@dgtresor.gouv.fr